

**Réponse à la consultation publique sur la  
Mise en Œuvre de l'accès  
à la sous-boucle locale  
et articulation avec le développement  
du très Haut Débit**

- 1. L'Autorité invite les acteurs à commenter cette définition de la « montée en débit », en la complétant si besoin avec leurs appréciations sur les débits, et de services attendus par les consommateurs à court et moyen termes.**

La proposition de définition nous semble cohérente avec les attentes de notre territoire.

Nous souhaitons néanmoins rappeler :

- Que la montée en débit doit permettre à l'ensemble du territoire de bénéficier de l'essentiel des services proposés sur la majeure partie du territoire français et à minima la possibilité de bénéficier à très court terme de services de télévision de qualité suffisante.
- l'importance de la prise en compte des besoins en débit remontants également (entreprises, télétravail).
- la nécessité de fournir les principaux services à des tarifs identiques pour les utilisateurs finaux sur l'ensemble du territoire français, qu'il s'agisse de zones denses ou non.

- 2. L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse sur la pertinence, dans certaines zones, d'envisager la mise en œuvre à court terme de solutions de montée en débit via l'accès à la sous-boucle.**

Il est impératif d'utiliser des solutions de montée en débit via l'accès à la sous-boucle locale pour les zones semi-denses et peu denses. Elle devra être complétée par des technologies hertziennes pour traiter les cas particuliers et permettre de garantir un taux de couverture du territoire de 100%.

De plus la montée en débit via l'accès à la sous-boucle locale est une première étape pérenne qui permettra d'évoluer vers le déploiement de nouvelles boucles locales en fibre optique.

- 3. L'Autorité invite les acteurs à commenter l'appréciation qu'elle a de la faible appétence des opérateurs à investir dans des projets d'accès à la sous-boucle.**

Les opérateurs semblent peu intéressés financièrement à une montée en débit via l'accès à la sous-boucle locale. Néanmoins, la comparaison avec les offres de télévision par satellite couplée à des offres haut débit ne semble pas équivalente financièrement à des offres uniquement internet pour les abonnés. Le nombre d'abonnés supplémentaires potentiels ne doit donc pas être sous-estimé. Par ailleurs, le fenêtre d'opportunité n'est pas si courte que cela si on la couple avec les évolutions technologiques permettant d'augmenter le débit de clients situés de plus en plus loin. En effet, cela permettrait dans les zones non denses ou semi-denses de ne pas penser immédiatement à des offres utilisant des réseaux fibre optique.

- 4. L'Autorité invite les acteurs à commenter cette analyse des attentes des collectivités territoriales et à détailler les modalités qui permettraient aux partenaires des collectivités intervenant dans le cadre de réseaux d'initiative publique de répondre aux appels d'offres de celles-ci en incluant des objectifs de performance substantiels en matière de niveaux de débits.**

Nous partageons cette analyse. C'est pourquoi le Pays Voironnais s'est engagé dans cette voie en Janvier 2008 à la signature de sa convention de DSP avec LDCollectivités/Sogetrel en fixant un débit minimum à atteindre sur l'ensemble de son territoire. Afin d'assurer des revenus au délégataire, outre

la subvention d'équipement, l'objectif de desserte a été couplé avec la desserte de zones d'activités et de sites publics en très haut débit et le dégroupage de répartiteurs.

**5. L'Autorité invite les acteurs à commenter sa lecture du cadre réglementaire national et européen.**

Nous partageons la lecture de l'ARCEP du cadre réglementaire national et européen.

**6. L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs analyses quant à la capacité de chacune des trois architectures identifiées à répondre aux obligations du cadre réglementaire existant.**

Les obligations du cadre réglementaire ayant essentiellement attiré à la neutralité technologique et concurrentielle :

- la solution de bi-injection semble intéressante afin de ne pas impacter le retour sur investissement des investissements déjà effectués par les opérateurs
- le solution de déport est neutre par rapport au retour d'investissement des investissements déjà effectués par les opérateurs. Elle nécessite cependant d'être orchestrée par un opérateur unique au niveau du répartiteur.
- La solution de réaménagement est défavorable aux opérateurs qui ont déjà investi au niveau du répartiteur.

**7. L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des performances techniques relatives de chacune des solutions proposées.**

Les solutions bi-injection et déport DSL ne doit pas remettre en cause le développement en France d'une technologie de transmission d'information sur réseau cuivre (VDSL ou autre) qui permettrait d'améliorer la desserte haut débit du territoire.

De façon plus générale, la solution retenue ne doit pas entraver le développement de la desserte en très haut débit sur le territoire.

**8. L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des impacts opérationnels potentiels de chacune des solutions proposées**

Le délai de mise en oeuvre annoncé au 1er trimestre 2010 pour la technique de bi-injection après la fin des travaux du comité d'experts pour l'ADSL2+ prend-il en compte le délai nécessaire de refonte du système d'information?

Le délai annoncé semble optimiste et ne correspond pas à l'opérationnalité de la solution.

Par contre, le délai de mise en oeuvre de la solution de réaménagement nous semble moins défavorable que les conclusions retenues par rapport à la technique de bi-injection. En effet, le process est déjà opérationnel avec les NRAZO. Le délai de prévenance des opérateurs est inférieur à 12 mois pour les sous-répartiteurs dépendants de répartiteurs de faible taille.

**9. L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des impacts concurrentiels potentiels de chacune des solutions proposées. Les acteurs sont notamment invités à développer leurs analyses au regard des impacts que pourraient avoir chacune des solutions dans les zones.**

L'impact sur la concurrence de la solution de réaménagement nous semble surestimée sur les zones à faible densité concernant des répartiteurs et sous-répartiteurs de petite taille en général non dégroupés.

**10. L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter s'ils le jugent utile cette synthèse des coûts prévisibles de la mise en oeuvre des solutions proposées.**

Nous n'avons pas d'éléments complémentaires à apporter.

- 11. L'Autorité invite les acteurs à commenter l'analyse qu'elle développe quant à la pertinence de la mise en œuvre des solutions d'accès à la sous-boucle au regard des différentes zones caractéristiques des déploiements des réseaux FttH.**

Nous partageons cette analyse.

- 12. L'Autorité invite les acteurs à commenter ces premiers travaux permettant de disposer d'une estimation du nombre de sous-répartiteurs potentiellement concernés par des projets de montée en débit via l'accès à la sous-boucle.**

Nous n'avons pas d'éléments complémentaires à apporter.

- 13. L'Autorité invite les acteurs à proposer et à détailler l'ensemble des spécifications permettant de dimensionner correctement les infrastructures mises en œuvre dans le cadre de l'accès à la sous-boucle, afin que ces infrastructures puissent utilement préparer le déploiement des réseaux FttH.**

**A cet effet, les acteurs peuvent notamment détailler la capacité en fibres optiques qu'ils estiment envisageable de déployer compte tenu du faible surcoût engendré.**

**Les acteurs sont également invités à proposer des spécifications détaillées en ce qui concerne le dimensionnement et les caractéristiques des armoires d'accueil, ainsi que les processus opérationnels qui permettraient à ces infrastructures de pouvoir être réutilisées comme points de mutualisation pour les réseaux FttH, en opérant le cas échéant une distinction selon les zones considérées.**

Nous n'avons pas d'éléments complémentaires à apporter.

Michel BADY  
Vice-Président du Pays Voironnais

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel Bady', with a long horizontal stroke extending to the right.